

La III^{ème} République

(de 1918 à 1939)



Sommaire

Les personnages :

Les Présidents, Clémenceau, Poincaré, Deschanel, Millerand, Mussolini, Doumergue, Herriot, Painlevé, Briand, Laval, Doumer, Lebrun, Blum, Franco, Pétain.

Les événements :

le traité de Versailles, création de la Société des Nations, occupation de la Rhénanie puis de la Ruhr, Hitler et la montée du nazisme, les accords de Locarno, la ligne Maginot, la crise de 1929, Hitler devient chancelier, l'incendie du Reichstag, l'affaire Stavisky, l'avènement du 3^{ème} Reich, la remilitarisation de la Rhénanie, les accords de Matignon, la Guerre civile espagnole, la ligne Siegfried, l'Anschluss, les accords de Munich, la déclaration de Guerre, la drôle de Guerre.



la signature du Traité de Versailles

1918 -11 Novembre : signature de l'armistice dans la clairière de Rethondes, en forêt de Compiègne, dans le train d'Etat-Major du Maréchal Foch. Il s'agit d'un cessez-le-feu et non d'une capitulation, au sens propre. A 11 heures, les combats s'arrêtent. On dénombre plus de 18 millions de morts et des millions d'invalides ou de mutilés. Les signataires sont : le maréchal Foch et le général Weygand pour la France, les amiraux Wermys et Hope pour le Royaume-Uni et Erzberger, ministre d'état, pour l'Allemagne.

1919-28 Juin : signature du **traité de Versailles** entre l'Allemagne et les Alliés, dans la galerie des Glaces du château . Le lieu n'est pas choisi par hasard, c'est là que le 18 Janvier 1871 a été proclamé l'empire allemand et, à la date anniversaire de l'attentat de Sarajevo (28 Juin 1914). C'est **Clemenceau**, président du Conseil, qui représente la France, dont le président de la République est toujours **Raymond Poincaré**. C'est Paul **Deschanel** qui lui succède, l'année suivante.

Le traité de Versailles

signé le 28 juin 1919 entre l'Allemagne et les Alliés à l'issue de la Première Guerre mondiale. Élaboré au cours de la conférence de Paris, le traité est signé dans la galerie des Glaces du château de Versailles et promulgué le 10 janvier 1920. Il annonce la création d'une Société des Nations et détermine les sanctions prises à l'encontre de l'Allemagne et de ses alliés. Celle-ci, qui n'était pas représentée au cours de la conférence, se voit privée de ses colonies et d'une partie de ses droits militaires, amputée de certains territoires et astreinte à de lourdes réparations économiques.

Les personnages influents dans la rédaction du traité de Versailles sont :

- Wilson , président des Etats-Unis qui cherche à ménager l'Allemagne pour éviter un esprit revanchard,
- Lloyd Georges, qui souhaite laisser à l'Allemagne assez de puissance pour empêcher une hégémonie de la France,
- Clemenceau qui souhaite de lourdes indemnités pour limiter la puissance de l'Allemagne et financer la reconstruction.
- Orlando, pour l'Italie, qui souhaite récupérer les territoires italophones ou avec une importante communauté italienne.

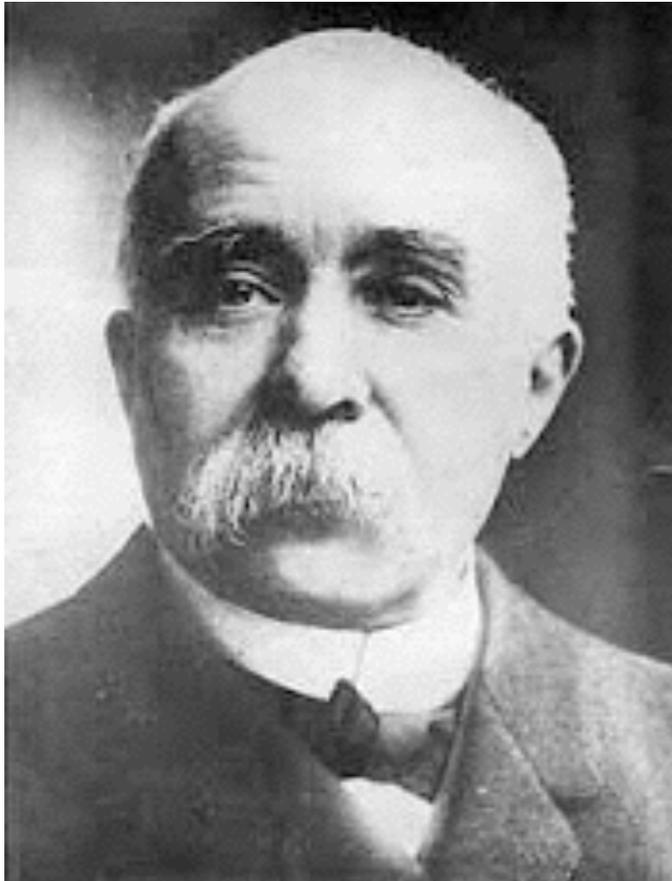
Le contenu du traité de Versailles :

- création de la Société des Nations
- remaniements territoriaux : restitution à la France de l'Alsace-Lorraine.
- intégration à la Belgique d'Eupen et Malmedy.
- la Sarre est placée sous administration internationale.

Des territoires de l'Est de l'Allemagne sont rattachés au nouvel état de Pologne. Dantzig (Gdansk) devient une ville libre, le couloir de Dantzig donne à la Pologne un accès à la mer. La Prusse orientale se trouve ainsi séparée du reste de l'Allemagne.

- dispositions militaires du traité de Versailles : le réarmement de l'Allemagne est strictement limité. Elle n'a plus droit ni aux chars, ni à l'artillerie ni à l'aviation militaire.
- dispositions économiques et financières : les dommages de guerre à payer par l'Allemagne sont chiffrés à 132 milliards de mark-or, pour un montant réel de dommages estimé à 150 milliards.
- renoncement de l'Allemagne à son empire colonial.

Le Congrès américain refuse de ratifier ce traité.



Georges Clémenceau (Mouilleron-en-Pareds (Vendée) 1841 - Paris 1929)

radical-socialiste, président du Conseil de 1906 à 1909, puis de 1917 à 1920.

Maire du 18e arrondissement de Paris puis président du conseil municipal de Paris au début de la Troisième République, ainsi que député en 1871, puis de 1876 à 1893, siégeant en tant que républicain radical. Défenseur de l'amnistie pour les Communards et anticlérical, il prône inlassablement la séparation des Églises et de l'État et s'oppose à la colonisation, faisant tomber le gouvernement Jules Ferry sur cette question. Il prend une part active dans la défense du capitaine Dreyfus.

Élu sénateur du département du Var en 1902, il est nommé ministre de l'Intérieur en 1906, se désignant lui-même comme le « premier flic de France ». Surnommé « le Tigre », il réprime alors les grèves et met fin à la querelle des inventaires, puis devient président du Conseil à la fin de l'année 1906, fonction qu'il occupe pendant près de trois ans. Il retourne ensuite au Sénat. ,

Le 16 novembre 1917, il est de nouveau nommé président du Conseil et forme un gouvernement consacré à la poursuite de la guerre. Négociateur lors de la Conférence de Versailles, le « Père la Victoire », après avoir promulgué la loi des huit heures, échoue à l'élection présidentielle de janvier 1920, étant critiqué à gauche et à droite, il se retire alors de la vie politique.



Raymond Poincaré (Bar-le-Duc Meuse 1860 - Paris 1934)

président de la République française, deux fois ministre de l'Instruction Publique, deux fois ministre des Affaires Etrangères, trois fois ministre des Finances. Président du Conseil des Ministres de janvier 1912 à janvier 1913, Président de la République de février 1913 à février 1920, Président du Conseil des ministres de janvier 1922 à juin 1924, puis de juillet 1926 à juillet 1929. Sénateur de la Meuse de 1920 à 1934.

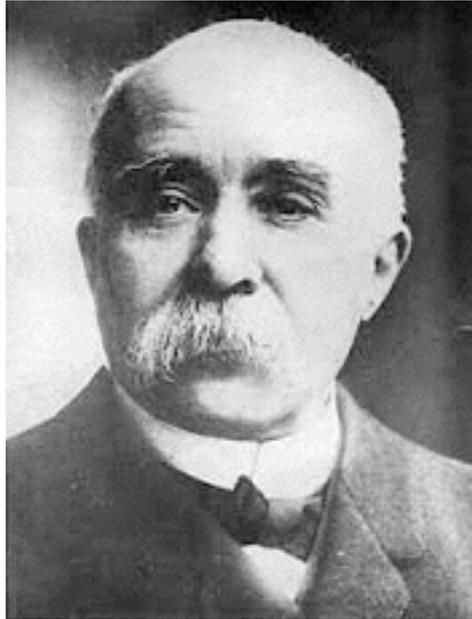
Raymond Poincaré est une des grandes figures politiques de la IIIe République et également l'un des personnages centraux de la Première Guerre mondiale, conflit durant lequel il appela « le Tigre », Georges Clemenceau, à la présidence du Conseil, en 1917.



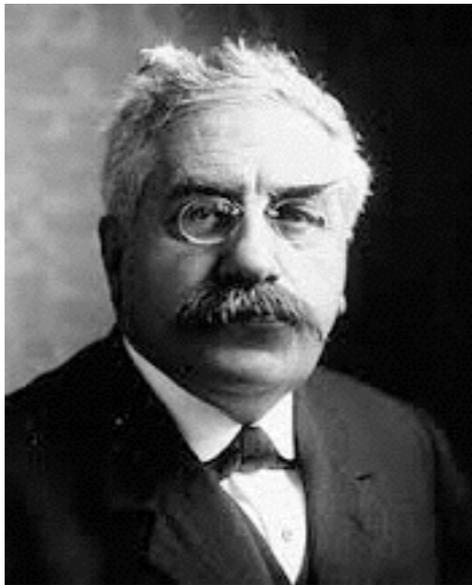
Paul Deschanel (Schaerbeek (Bruxelles) 1855 - Paris 1922)

Député d'Eure-et-Loir de 1885 à 1920, il exerce la fonction de président de la Chambre des députés de 1898 à 1902 et de 1912 à 1920. Il devient président de la République le 18 février 1920, mais doit démissionner quelques mois plus tard pour raisons de santé. En 1921, il est élu sénateur et meurt d'une pleurésie en 1922.

Le 23 mai 1920 à 23h15, il chute accidentellement du train, près de Montargis. Ce n'est qu'à 7 heures du matin à Bourges que l'on s'aperçoit de son disparition. La presse s'en donnera à cœur joie, il finit par démissionner le 21 septembre 1920.



Clemenceau



Millerand

1919-29 juin : création de la Société des Nations.

-30 Novembre : large victoire de la droite et d'une partie des radicaux unis dans le Bloc national. C'est la chambre «bleue horizon».

1920-18 Février Paul Deschanel est élu Président de la République. Clémenceau était candidat, mais ses nombreux ennemis, dont Aristide Briand, s'allièrent pour le faire battre. Dufaure est nommé président du Conseil.

23 Mai : le président Deschanel chute accidentellement d'un train près de Montargis. Les conditions restent mystérieuses : somnambulisme, somnifère? Il fera ensuite de la dépression.

1920-21 Septembre : démission de Paul Deschanel.

23 Septembre : **Alexandre Millerand** est élu président de la République, homme politique d'abord socialiste puis rallié ensuite à la droite.

15 Novembre : 1ère assemblée de la Société des Nations à Genève.

1921-16 Janvier : Aristide Briand est nommé président du Conseil.

LEAGUE OF NATIONS



SOCIÉTÉ DES NATIONS



Création de la Société des Nations

1919 28 Juin : La Société des nations (SDN) est une organisation internationale mise en place par le traité de Versailles, lui-même élaboré au cours de la Conférence de Paix de Paris. L'objectif est de préserver la paix en Europe après la 1ère Guerre Mondiale, notamment en prônant le désarmement et la prévention des guerres par la négociation.

Le principal promoteur de la SDN fut le président des Etats-Unis Woodrow Wilson, c'était d'ailleurs le dernier des «14 points de Wilson» présentés au Congrès américain en Janvier 1918.

1920 10 Janvier : première réunion à Londres : ratification du traité de Versailles.

18 Janvier: le Sénat américain refuse de ratifier le traité de Versailles et les Etats-Unis n'adhéreront jamais à la Société des Nations.

15 Novembre : 1ère assemblée à Genève, son siège avec les représentants de 41 nations. Après de nombreux succès notables et quelques échecs dans les années 1920, la SDN fut ensuite totalement incapable de prévenir les agressions menées par les puissances de l'Axe dans les années 1930.

L'Allemagne nazie et le Japon quittent la SDN an 1933, l'Italie en 1937.

Millerand (Paris 1859 - Versailles 1943)

Élu député de la Seine en 1885, il siège à l'extrême gauche. Il est réélu sans interruption jusqu'en 1919. Il fait signer les « décrets Millerand » qui réglementent et réduisent le temps de travail tout en garantissant un temps de repos hebdomadaire. Son entrée au gouvernement de Défense Républicaine de Pierre Waldeck-Rousseau en 1899, en pleine affaire Dreyfus, suscite la désapprobation de très nombreux socialistes, dont Jules Guesde et Rosa Luxemburg. Mais Jaurès, ainsi que le radical-socialiste Clemenceau, le soutiennent.

Il devient « patriote » à partir de 1914, et crée la Fédération des gauches puis la Ligue républicaine nationale. Sa carrière politique culmine en 1920, d'abord avec sa nomination comme président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, puis par son élection à la présidence de la République le 23 septembre, après la démission de Paul Deschanel dont il assure d'abord l'intérim à la tête du Gouvernement (du 21 au 23 septembre 1920).

Millerand s'engage dans la politique intérieure notamment dans son discours d'Évreux en 1923, dans lequel il témoigne son attachement à la majorité sortante. Le Cartel des gauches, qui gagne les élections législatives de 1924, le lui reproche et demande sa démission. Dans un premier temps, Millerand refuse car rien ne l'y oblige ; par provocation, il charge même un député de droite, ministre des Finances du gouvernement Poincaré, de former le nouveau gouvernement. La Chambre des députés lui refuse sa confiance.

La droite nationaliste propose à Millerand de faire un « coup d'État » mais il s'y refuse. Il présente alors sa démission. En avril 1925, il est élu sénateur de la Seine, jusqu'en janvier 1927, où il est battu par Pierre Laval. Il est sénateur de l'Orne d'octobre 1927 jusqu'à sa mort. Le 10 juillet 1940, âgé et affaibli, il ne prend pas part au vote entraînant l'investiture du maréchal Pétain à la présidence du Conseil. Il décède à Versailles, le 7 avril 1943.



Mussolini



Hitler

1922-12 Janvier : Raymond Poincaré remplace Aristide Briand.

31 Octobre : **Benito Mussolini** devient président du Conseil italien (fonction qu'il exercera jusqu'au 25 Juillet 1943).

1923-11 Janvier : **la France et la Belgique occupent la Ruhr.** Raymond Poincaré prend cette mesure suite au défaut de paiement par l'Allemagne des dommages de guerre.

8 Novembre : putsch de la Brasserie à Munich, mené par **Hitler.**

1924-25 Mai victoire du Cartel des Gauches, qui réclame la démission de Raymond Poincaré

13 Juin **Gaston Doumergue**, membre du parti radical, est élu président de la République. La gauche soutenait la candidature de Paul Painlevé, mais la droite plus une partie de la gauche réussit à faire élire Gaston Doumergue.

Il nomme **Edouard Herriot**, membre du parti radical comme lui, président du Conseil

Benito Mussolini (Dovia di Predappio Émilie-Romagne 1883 - Giulino di Mezzegra 1945)

Fondateur du fascisme, il est président du Conseil du Royaume d'Italie, de octobre 1922 à juillet 1943, premier maréchal d'Empire de mars 1938 à juillet 1943, et président de la République sociale italienne(RSI) de septembre 1943 à avril 1945. Il est couramment désigné du titre de Duce Il est d'abord membre du Parti socialiste italien (PSI) et directeur du quotidien socialiste *Avanti!* à partir de 1912. Anti-interventionniste convaincu avant la Première Guerre mondiale, il change d'opinion en 1914, se déclarant favorable à l'entrée en guerre de l'Italie. Expulsé du PSI en novembre 1914, il crée son propre journal, *Il Popolo d'Italia* (Le peuple d'Italie) qui prend des positions nationalistes proches de celles de la petite bourgeoisie. Dans l'immédiat après-guerre, il crée le Parti national fasciste (PNF) en 1921 et se présente au pays avec un programme politique nationaliste, autoritaire, antisocialiste et antisyndical, ce qui lui vaut l'appui de la petite bourgeoisie et d'une partie des classes moyennes industrielles et agraires.

Le 28 octobre 1922 il organise la Marche sur Rome.il est alors chargé de constituer un gouvernement le 30 octobre 1922. En 1924, après la victoire contestée des élections et l'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti, Mussolini assume l'entière responsabilité de la situation. La série des « Lois fascistissimes » lui attribue des pouvoirs dictatoriaux et fait de l'Italie un régime à parti unique.

Après 1935, il se rapproche du régime nazi d'Adolf Hitler avec qui il établit le Pacte d'Acier (1939).

Convaincu d'un conflit à l'issue rapide, il entre dans la Seconde Guerre mondiale au côté de l'Allemagne nazie. Les défaites militaires de l'Italie et le débarquement des Alliés sur le sol italien entraînent sa mise en minorité par le Grand Conseil du fascisme le 24 juillet 1943. Il est alors destitué et arrêté par ordre du roi. Libéré par les Allemands, il instaure en Italie septentrionale la République sociale italienne. Le 25 avril 1945, alors qu'il tente de fuir pour la Valteline déguisé en soldat allemand, il est capturé par un groupe de partisans, qui le fusille avec sa maîtresse Clara Petacci.



zones d'occupation de la Rhénanie fin 1923

Occupation de la Rhénanie puis de la Ruhr

L'occupation de la Rhénanie après la 1ère guerre mondiale fait partie des clauses du traité de Versailles, qui a décidé une présence militaire des Français, des Britanniques, des Américains et des Belges sur la rive gauche du Rhin et une partie de la rive droite pour une période de 5 à 15 ans.

La Sarre est sous mandat de la Société Des Nations.

1923 11 Janvier Raymond Poincaré et le roi des belges décident l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises et belges suite au retard de la République de Weimar dans le paiement des dommages de guerre.

L'objectif est d'occuper les centres de production de charbon, de fer et d'acier afin d'obtenir les montants dus par l'Allemagne. Cette occupation déclenche une vague de résistance passive avec des attentats ainsi que le putsch de la Brasserie mené par Hitler le 8 Novembre 1923 à Munich.

La France et la Belgique acceptent les propositions du plan Dawes et retirent leurs troupes en 1925.

1930 30 Juin : retrait total des forces françaises.

1936 7 Mars réoccupation par l'Allemagne de la Rhénanie avec l'installation d'éléments de la Wehrmacht à Aix-la-Chapelle, Trêves et Sarrebrück.



Le putsch de la Brasserie

Hitler et la montée du nazisme-1

1914 Hitler s'engage comme volontaire dans l'armée allemande.

1923 9 Novembre : il conduit avec le maréchal Ludendorff le coup d'état avorté de Munich, connu sous le nom de putsch de la Brasserie.

1924 1er avril: il est condamné à 5 ans de prison, mais libéré après 9 mois.

durant sa captivité, il écrit Mein Kampf dans lequel il énonce sa théorie : haine de la démocratie, haine de la France «ennemie mortelle du peuple allemand», haine du socialisme, du judéo-bolchevisme et de toutes les races inférieures. Il clame la supériorité de la race aryenne.

Il réorganise ensuite le NSDAP : parti national socialiste des travailleurs allemands, notamment en écartant Ludendorff, en créant les SA : Sturmabteilung et en adoptant comme emblème la croix gammée.

1925 : Hindenburg devient président de la république, remplace Friedrich Ebert

1930 : le parti nazi obtient 18% des voix. Il est désormais le 2ème parti d'Allemagne.

1932 :Hindenburg est réélu président de la République à 82 ans mais Hitler obtient 37% des voix aux élections législatives. Le parti nazi devient le 1er parti..

1933 30 Janvier : Hitler est nommé chancelier de la République de Weimar.

27 Février : l'incendie du Reichstag sert de prétexte à Hitler pour suspendre les libertés civiles et éliminer ses opposants.

5 Mars les nazis obtiennent 44% des voix aux élections législatives.

20 Mars, à Postdam sur le tombeau de Frédéric II, aux cotés de Hindenburg, il proclame l'avènement du 3ème Reich,



Hindenburg, président
Hitler, chancelier



l'incendie du Reichstag



Les SA victimes de la nuit des longs couteaux

Hitler et la montée du nazisme-2

1933-23 Mars : le Reichstag lui vote les pleins pouvoirs pour 4 ans. Création de la Gestapo. Ouverture par Himmler du premier camp de concentration à Dachau.

7 Avril : premières lois anti-juives.

14 Juillet : le parti nazi devient parti unique fait voter retrait 14 Octobre : le Reichstag vote le retrait de la Société des Nations

1934 30 Juin la nuit des longs couteaux : Hitler, persuadé de l'existence d'un complot, fait assassiner des centaines de SA ainsi que leur chef Röhm. Les SA commençaient à s'opposer à Hitler en souhaitant notamment un régime anti-capitaliste et une prise de contrôle de l'armée.

2 Aout : mort du président Hindenburg. Le Reichstag vote une loi de fusion des deux fonctions et Hitler devient Führer et chancelier. Un plébiscite du 19 Aout (90% de oui) lui donne le pouvoir absolu.

1935 13 Janvier : la Sarre plébiscite son rattachement à l'Allemagne

16 Mars : rétablissement du service militaire obligatoire, les effectifs de l'armée sont portés de 100 000 à 500 000 hommes, en violation du traité de Versailles.

Juin Londres et Berlin signent un accord qui autorise le Reich à devenir une puissance maritime. Hitler lance un programme de réarmement massif, créant des forces navales (la Kriegsmarine) et aériennes (la Luftwaffe)

1936 16 Mars remilitarisation de la Rhénanie, toujours en violation du traité de Versailles.

été : Jeux Olympiques de Berlin. Hitler quitte la tribune officielle pour ne pas serrer la main d'un athlète noir américain : Jesse Owens



les accords de Munich



Hitler homme de l'année 1938

Hitler et la montée du nazisme-3

1936-Juillet : Hitler apporte son soutien aux insurgés nationalistes de Franco lors de la guerre d'Espagne, notamment en bombardant Guernica.

Octobre : fondation de l'axe Rome-Berlin.

Novembre signature par l'Allemagne et le Japon du pacte anti-Komintern (contre la Russie), l'Italie signera en 1937.

1938 12 Mars : l'Allemagne annexe l'Autriche : «Anschluss» naissance du Grossdeutschland . L'Anschluss, toujours en violation du traité de Versailles, suscite peu de protestations de la part de la France et du Royaume-Uni.

29 Septembre : Hitler pour l'Allemagne, Daladier pour la France, Chamberlain pour la Grande-Bretagne et Mussolini pour l'Italie signent les accords de Munich. La France et le Royaume-Uni acceptent que l'Allemagne annexe les Sudètes (Bohème et Moravie, peuplées de germanophones). Winston Churchill dira «Entre le déshonneur et le guerre, vous avez choisi le déshonneur, mais vous allez avoir la guerre».

1939 : Hitler est élu homme de l'année 1938 par le magazine américain Time Magazine.

Mai : l'Allemagne et l'Italie signent un traité d'alliance, le Pacte d'Acier.

23 août : Ribbentrop et Molotov signent un pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. C'est un échec pour la diplomatie française puisqu'en Mai 1935, Pierre Laval avait signé avec l'URSS un traité d'assistance mutuelle.

30 Août : Hitler lance un ultimatum à la Pologne pour la restitution du couloir de Dantzig.

1er Septembre : les troupes allemandes entrent en Pologne.

3 Septembre : le Royaume-Uni puis la France déclarent la guerre à l'Allemagne. C'est le début de la drôle de guerre.



Gaston Doumergue (Aigues-Vives(Gard) 1863 - Aigues-Vives 1937)

président du Conseil en 1913, mais est contraint de laisser le pouvoir quelques mois après sa nomination. Président du Sénat, de février 1923 à juin 1924. Président de la République française de juin 1924 à juin 1931, il succède à Alexandre Millerand, démissionnaire. . Président du Conseil des Ministres de février à novembre 1934. démissionnaire. À l'issue de son mandat, refusant de concourir à sa succession, Doumergue se retire, avant de diriger un gouvernement d'union nationale (février - novembre 1934), dans un contexte politique difficile pour la France, à la suite de la crise du 6 février 1934.(5 mois et 24 jours)



Edouard Herriot Troyes 1872 - Saint-Genis-Laval (Rhône) 1957)

Il préside la Chambre des députés (avril 1925- juillet 1926) , (juin 1936 - juillet 1940) puis l'Assemblée nationale, sous la IVe République (janvier 1947 - janvier 1954) Président du Conseil des ministres à trois reprises (juin 1924 - avril 1925), (19 - 21 juillet 1926), (juin-décembre 1932) et ministre d'Etat de février 1934 à janvier 1936.

C'est une figure du Cartel des gauches, coalition gouvernementale et parlementaire des années 1920. D'autre part, il est maire de Lyon de 1905 à 1940, puis de 1945 à sa mort, en 1957.



Aristide Briand



Gaston Doumergue

1925-retrait des troupes françaises de la Ruhr.

10 Avril : **Paul Painlevé** est nommé Président du Conseil.

16 Octobre : signature des **accords de Locarno**, grâce au rôle joué par Aristide Briand, personnage central du pacifisme français de l'entre-deux guerre et signataire de l'accord pour la France.

28 Novembre : **Aristide Briand** remplace Paul Painlevé.

1926 12 Janvier : pour faire face à la crise financière, Gaston Doumergue rappelle Raymond Poincaré qui forme un gouvernement d'Union nationale, avec notamment Aristide Briand aux Affaires Etrangères.

Le gouvernement mène une politique d'austérité financière : le franc germinal est remplacé par le franc Poincaré : 1 franc Poincaré pour cinq francs germinal. La dévaluation correspond, en fait, à la perte réelle de la monnaie française.

En politique intérieure, Gaston Doumergue et le gouvernement mènent une politique au centre, en mettant notamment en place des assurances sociales ouvrières.

En matière de politique extérieure, la France fait preuve de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne, mais les Alliés ne s'entendent pas, et la France doit évacuer la Ruhr, la Sarre et la Rhénanie entre 1925 et 1930.



les signataires des accords de Locarno



Aristide Briand



Benito Mussolini



Neville Chamberlain



Gustav Stresemann

Les accords de Locarno

1925 16 Octobre : signature des accords de Locarno (ville suisse sur les bords du Lac Majeur), conclus entre l'Allemagne (Gustav Stresemann), la France (Aristide Briand), la Grande-Bretagne (Neville Chamberlain), l'Italie (Benito Mussolini), la Belgique, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Cinq traités sont signés à Locarno :

- quatre traités d'arbitrage : Allemagne-France, Allemagne-Belgique, Allemagne-Pologne et Allemagne-Tchécoslovaquie.
- un pacte rhénan qui garantit les frontières occidentales de l'Allemagne, les signataires s'engagent à :
 - ne pas violer les frontières entre l'Allemagne, la France et la Belgique, telles que définies dans le traité de Versailles.
 - respecter la zone démilitarisée et ne pas recourir à la guerre pour régler les différends mais à l'arbitrage de la Cour de Justice, de la commission de conciliation ou du conseil de la Société des Nations.

1920-1925 est une période de paix européenne, mais :

- la France craint le réarmement de l'Allemagne et, à toutes fins utiles, elle entreprend en 1929 la construction de la ligne Maginot.
- l'Allemagne espère toujours retrouver pacifiquement l'ensemble de ses frontières et de ses droits



Paul Painlevé (Paris 1863 - Paris 1933)

Député socialiste de Paris, puis de l'Ain. Ministre de la Guerre de mars à novembre 1917, Président du Conseil des ministres de septembre à novembre 1917, puis d'avril à novembre 1925. Président de la Chambre des députés de juin 1924 à avril 1925 et ministre de la guerre puis ministre des Finances en 1925.



Aristide Briand (Nantes 1862 - Paris 1932)

a été onze fois Président du Conseil et vingt fois ministre. Il a joué un rôle essentiel dans les relations internationales après la Première Guerre mondiale. Il reçoit le Prix Nobel de la paix en 1926, conjointement avec Gustav Stresemann, pour son action en faveur de la réconciliation entre la France et l'Allemagne (accords de Locarno, 1925). En 1928, poursuivant son rêve de paix par la sécurité collective, dont l'axe serait la Société des Nations, il signe avec l'Américain Kellogg le pacte Briand-Kellogg visant à mettre la guerre hors-la-loi. Mais son initiative diplomatique s'écroule dès le début des années 1930, marquées par la crise économique de 1929, la montée du nazisme et du nationalisme japonais.

Personnage phare des années 1920 et du début des années 1930, comme son rival Raymond Poincaré, il est président du Conseil à cinq reprises (1921, novembre 1925-juillet 1926, juillet octobre 1929), occupant le poste de ministre des Affaires étrangères en 1921 et d'avril 1925 à janvier 1932. Durant cette période il se rapproche des socialistes avec qui il était en froid depuis la seconde moitié des années 1910. Il échoue à l'élection présidentielle française de 1932 face à Paul Doumer.



1929-début de la construction de **la ligne Maginot**.

29 juillet : Raymond Poincaré est remplacé à la Présidence du Conseil par Aristide Briand,

22 octobre : puis par André Tardieu.

octobre : **la crise de 1929** aux Etats-Unis.

1930-Gaston Doumergue célèbre le centenaire de la présence française en Algérie. Le président surnommé «Gastounet» est très populaire, il incarne les valeurs de gauche mais suit une ligne directrice conservatrice.

1931-la crise de 1929 commence à produire ses effets en France.

27 Janvier : **Pierre Laval** devient Président du Conseil.

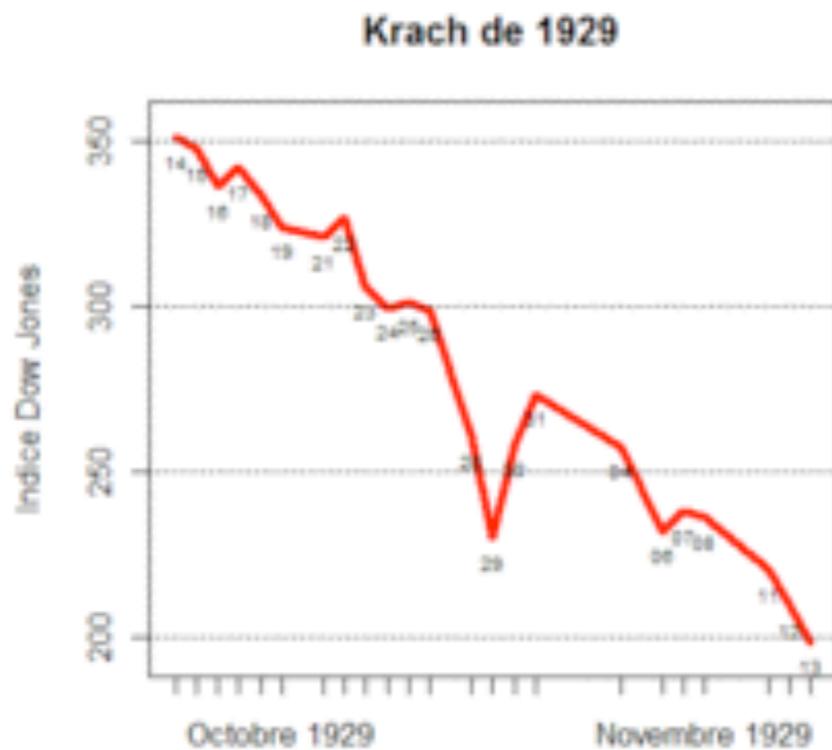
14 Avril : avènement de la IIème république en Espagne.

13 Juin : **Paul Doumer** membre du Parti radical est élu Président de la République. C'est de sa présidence que date l'expression : «inaugurer les chrysanthèmes», ce qui en dit long sur son rôle.

1932-7 Mai à Paris, assassinat de Paul Doumer par Paul Gorgulov, un jeune émigré russe.

10 Mai : **Albert Lebrun** devient président de la République, poste qu'il occupera jusqu'à la guerre de 1939-1945.

Edouard Herriot est nommé Président du Conseil.





La ligne Maginot

du nom de André Maginot, ministre de la guerre de 1922 à 1924 puis de 1929 jusqu'à sa mort en 1932 est une ligne de fortifications et de défense construite par la France le long de ses frontières avec la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse. Une ligne alpine est construite face à l'Italie.

C'est seulement à partir de 1935 que la presse lui donnera le nom de ligne Maginot.

1928 : construction de la ligne alpine face à l'Italie, ou le fascisme est considéré comme le plus dangereux.

1929-1935 : construction des casemates et ouvrages de la Suisse aux Ardennes, considérées comme infranchissables par des troupes mécanisées. C'est pourtant par là que les Allemands envahiront la France. L'essentiel des travaux sera dirigé par Paul Painlevé. Le coût total est de 5 milliards de francs soit environ 3 milliards d'euros.

Le terme « ligne Maginot » désigne parfois le système entier, mais plus souvent les seules défenses contre l'Allemagne (c'est-à-dire celles du théâtre d'opérations du Nord-Est), tandis que les défenses contre l'Italie sont appelées « ligne alpine » (dans le théâtre d'opérations du Sud-Est). À ces deux ensembles s'ajoutent les fortifications de la Corse, de la Tunisie (la ligne Mareth) et d'Île-de-France (la ligne Chauvineau). Le pendant allemand de la ligne Maginot est la ligne Siegfried.

Avec le temps, l'expression « ligne Maginot » est devenue synonyme d'une défense qu'on croit inviolable, mais qui se révèle inutile.



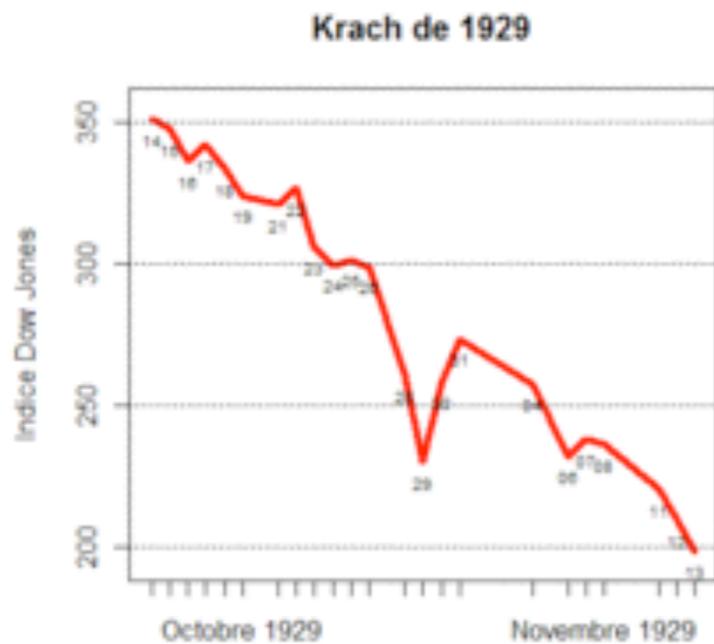
La crise de 1929

Le krach de 1929 est une crise boursière qui se déroule à la Bourse de New-York en Octobre de cette même année. C'est le début de la Grande Dépression, la plus grande crise économique du XXème siècle. Le chômage et la pauvreté explosent aux Etats-unis..

La crise en France démarre plus tard, en 1931, avec moins d'ampleur mais dure plus longtemps, jusqu'en 1939. Le chômage explose en France, atteignant 15% en 1932 (contre 36% aux Etats-Unis et 44% en Allemagne).

La dévaluation du dollar porte un coup très dur aux économies européennes. Moins internationalisée que les USA, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne, la France enregistre une paralysie plus progressive mais tout aussi grave.

Cette crise se prolonge jusqu'en 1939, alors que les autres pays connaissent une certaine reprise. Conséquence politique de la crise : aux élections de 1932, la gauche, dominée par les radicaux socialistes est victorieuse. ce résultat préfigure le succès du Front Populaire en 1936 avec la nomination de Léon Blum à la tête du Conseil des Ministres.



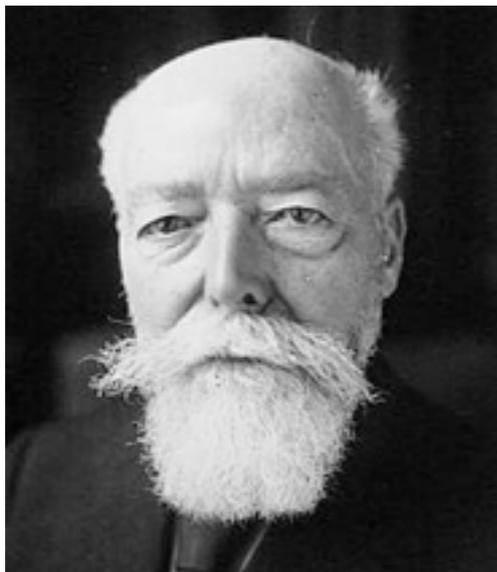
La crise en Europe



Pierre Laval (Chateldon 1883 - Fresnes 1945)

Plusieurs fois président du Conseil sous la Troisième République, il est, après Pétain, la personnalité la plus importante du régime de Vichy et le principal maître d'œuvre de la politique de collaboration d'État avec l'Allemagne nazie.

Ayant puissamment aidé à la fondation de « l'État français », il est vice-président du Conseil et dauphin désigné du maréchal jusqu'à son éviction soudaine le 13 décembre 1940. Il revient au pouvoir avec le titre de chef du gouvernement, de avril 1942 à août 1944. En fuite à la Libération, puis arrêté, il est condamné à mort pour trahison par la Haute Cour de justice et fusillé le 15 octobre 1945.



Paul Doumer (Aurillac 1857 - Paris 1932) président de la République française de 1931 à sa mort, en 1932,.

Membre du Parti radical, ministre des Finances à trois reprises, puis président du Sénat, la carrière de Paul Doumer est récompensée par son élection à la présidence de la République, en 1931. Il est assassiné moins d'un an après son investiture, en 1932, par un jeune émigré russe, Paul Gorgulov.

Des funérailles nationales sont organisées en hommage au président, à Notre-Dame de Paris, ainsi qu'au Panthéon. Doumer est inhumé, dans l'intimité, dans le caveau familial du cimetière de Vaugirard.

Gorgulov est condamné, puis guillotiné le 14 septembre.

Albert Lebrun (Mercy-le-Haut Moselle de l'époque - Paris 1950)

Le 10 mai 1932, après l'assassinat de Paul Doumer, il est élu président de la République, et réélu le 5 avril 1939. Sa première élection intervient avant que la nouvelle Chambre des députés, ait pris officiellement ses fonctions ; c'est ainsi que de nombreux députés battus participent au vote : il est élu par une Chambre de droite alors que la gauche a remporté les législatives. Il subit une présidence qui lui laisse peu de marge de manœuvre pour intervenir dans le débat politique. Il voit monter le péril allemand et soutient les propositions de réforme. En 1934, il nomme l'ancien président de la République Gaston Doumergue à la présidence du Conseil. En 1936, opposé au Front populaire, il accepte de nommer le chef de la majorité, Léon Blum, à la présidence du Conseil et signe « la mort dans l'âme », comme il le dit, les grands textes de cette majorité politique.

Le 5 avril 1939, Albert Lebrun est réélu président de la République au premier tour, avec 55,60 % des suffrages.

En mai 1940, avec Paul Reynaud, il est partisan du départ pour l'Afrique du Nord et est opposé à l'armistice. Il est cependant conduit, devant le courant majoritaire, à appeler le maréchal Pétain à la présidence du Conseil et le met en garde, en vain, contre l'influence néfaste de Pierre Laval. Il refuse de démissionner, obligeant ainsi Pétain à le contourner par le vote des pleins pouvoirs constituants, ce qui va l'écarter de fait du pouvoir. Il se retire alors à Vizille (Isère). Hitler le fait enlever par la Gestapo, il est envoyé au château d'Itter dans le Tyrol autrichien de septembre à octobre 1943, Lorsque sa santé se dégrade, il est renvoyé en France.

Le mandat de président de la République d'Albert Lebrun se termine le 10 mai 1946. Malgré qu'il n'ait pas démissionné, il ne retrouve pas ses fonctions après la Libération.



Hitler et Hindenburg



Albert Lebrun

1933-30 Janvier Edouard Daladier remplace Edouard Herriot.
30 Janvier : Adolf **Hitler devient chancelier** d'Allemagne.
27 Février : **incendie du Reichstag** à Berlin.

1934-crise du 6 Février, une manifestation est organisée devant la chambre des députés à Paris par des groupes de droite et d'extrême-droite. Cette crise fait suite à **l'affaire Stavisky** (25 Décembre 1933), qui, dans la gestion du Crédit Communal de Bayonne avait réussi à détourner des sommes colossales en impliquant des personnalités politiques et notamment des proches du président du Conseil Camille Chautemps. Celui-ci démissionne le 27 Janvier. Il est remplacé par Edouard Daladier qui démissionne le 7 février. Albert Lebrun nomme alors Gaston Doumergue.

20 Mars : en Allemagne, **avènement du IIIème Reich.**

2 Aout : mort du président Hindenburg,

19 aout : Hitler fait ratifier par un plébiscite la fusion des fonctions de Chancelier du Reich avec celle de Président du Reich. Hitler devient le Führer.

1935-7 Juin : Pierre Laval devient président du Conseil.

3 Mai : aux élections législatives, victoire du Front Populaire

Hitler devient chancelier

Le 30 janvier 1933 Adolf Hitler est nommé chancelier de la République de Weimar après un mois d'intrigues au sommet organisées par l'ancien chancelier Franz von Papen, et grâce au soutien de la droite et à l'implication du Parti national du peuple allemand (DNVP). Hitler n'a jamais été « élu » chancelier par les Allemands. Il a été nommé chancelier par le président, en qualité de chef du parti remportant les élections législatives de mars 1933.

Le premier gouvernement de Hitler ne compte, outre le chancelier lui-même, que deux nazis : Göring, responsable en particulier de la Prusse, et Frick, au ministère de l'Intérieur. Mais Hitler déborde rapidement ses partenaires et met immédiatement en route la mise au pas de l'Allemagne. Dès le 1^{er} février, il obtient d'Hindenburg la dissolution du Reichstag. Le 3 février, il s'assure le soutien de l'armée. Pendant la campagne électorale, les milieux industriels et financiers, jusque-là plutôt réservés envers Hitler, renflouent les caisses du NSDAP et financent sa campagne. La SA et la SS, milices du parti nazi, se voient conférer des pouvoirs d'auxiliaire de police.

L'incendie du Reichstag, le 27 février, sert de prétexte à Hitler pour suspendre toutes les libertés civiles garanties par la Constitution de Weimar et de radicaliser l'élimination de ses opposants politiques. Le NSDAP remporte les élections du 5 mars 1933 avec 43,9 % des suffrages. Le 20 mars, au cours d'une grandiose cérémonie de propagande sur le tombeau de Frédéric II de Prusse à Potsdam, où il s'affiche en grand costume aux côtés de Hindenburg, Hitler proclame l'avènement du Troisième Reich. En novembre 1933, le nouveau dictateur fait plébisciter sa politique quand 95 % des votants approuvent le retrait de la Société des Nations et que la liste unique du NSDAP au Reichstag fait 92 % des voix. Les SA de Röhm exigent que la « révolution » nationale-socialiste prenne un tour plus anticapitaliste, et rêvent notamment de prendre le contrôle de l'armée, ce qui compromettrait l'alliance nouée entre le chancelier et les conservateurs (présidence, militaires, milieux d'affaires). Heydrich persuade Hitler que Röhm complotait contre lui. Le 30 juin 1934, durant la Nuit des Longs Couteaux, fort du soutien bienveillant de l'armée et du président Hindenburg, Hitler fait assassiner Röhm et plusieurs centaines de ses partisans.

La mort de Hindenburg, le 2 août 1934 met fin à la République de Weimar. En vertu de la constitution, le chancelier exerce temporairement les pouvoirs du président défunt. Le même jour, le Reichstag vote une loi de fusion des deux fonctions en une seule : Hitler devient Führer et chancelier. Le plébiscite du 19 août 1934 (89,93 % de oui) donne au Führer le pouvoir absolu.



L'incendie du Reichstag

c'est l'incendie criminel du palais du Reichstag à Berlin, dans la nuit du 27 au 28 février 1933. Immédiatement exploité par les nazis à des fins politiques, il est suivi par la suspension des libertés individuelles et par une campagne de répression contre les communistes allemands.

L'identité du ou des incendiaires a fait l'objet de nombreux débats. Les historiens sont toujours partagés entre la thèse l'attribuant au seul communiste néerlandais Marinus van der Lubbe, et celle l'imputant aux nazis. À des fins de propagande, le nazi Göring présente l'événement comme le « début de la révolte communiste ».

Les nazis décident d'exploiter immédiatement cet incendie, et le présentent comme le signe avant-coureur d'un vaste « complot communiste ». Dès l'annonce de l'incendie et avant toute enquête, la radio affirme que les communistes ont mis le feu au Reichstag. Cette thèse est immédiatement reprise par Göring et Hitler ; elle sert de prétexte pour suspendre, via une législation d'exception, les libertés individuelles et elle constitue une base au procès qui s'ouvre à Leipzig le 21 septembre 1933.



L'affaire Stavisky

est une crise politico-économique française survenue en janvier 1934, succédant au décès dans des circonstances mystérieuses d'Alexandre Stavisky, dit « le beau Sacha ». Ce scandale symbolise la crise d'un régime instable soupçonné de corruption et contribue à la chute du gouvernement Camille Chautemps et au déclenchement des émeutes antiparlementaires du 6 février 1934.

Le 25 décembre 1933, sur ordre du sous-préfet Antelme, le directeur du Crédit municipal de Bayonne Gustave Tissier est arrêté pour fraude et mise en circulation de faux bons au porteur pour un montant de 25 millions de francs. On découvre rapidement que Tissier n'est que l'exécutant du fondateur du Crédit communal, Serge Alexandre Stavisky, qui avait organisé cette fraude (par le système de chaîne de Ponzi lui permettant de détourner plus de 200 millions de francs) sous la surveillance complice du député-maire de Bayonne, Dominique-Joseph Garat, qui sera condamné à deux ans de prison. Stavisky a été poursuivi pour fraude à plusieurs reprises au cours des années précédentes et relaxé 19 fois. À la suite de cette arrestation, et en raison des liens étroits existant entre ces escrocs et des personnalités, le sous-préfet Antelme est démis de ses fonctions.

L'enquête permet de découvrir les nombreuses relations entretenues par l'escroc dans les milieux de la police, de la presse, de la justice et de la politique. La police retrouve Stavisky agonisant dans un chalet de Chamonix, le 8 janvier 1934. Le Canard enchaîné titre: « Stavisky se suicide d'un coup de revolver qui lui a été tiré à bout portant. »





Avènement du IIIème Reich.

Le Troisième Reich est un terme désignant l'État allemand nazi dirigé par Hitler de 1933 à 1945. La République n'étant pas abrogée en droit durant l'année 1933, le terme Deutsches Reich continue d'être le nom officiel donné à l'État allemand, dans l'ensemble des documents administratifs et politiques produits par cet État jusqu'en 1945. Toutefois, à partir de l'automne 1943.

Adolf Hitler est chef du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP). Ce régime dure douze ans, de la nomination de Hitler comme chancelier le 30 janvier 1933 à la capitulation sans condition du Reich vaincu le 8 mai 1945, suivie de l'arrestation le 23 mai du dernier gouvernement nazi de Karl Dönitz. La République de Weimar n'a d'ailleurs jamais été formellement abrogée par les nazis.

État policier et de type totalitaire, reposant avant tout sur le « pouvoir charismatique » absolu exercé par son Führer Adolf Hitler, le Troisième Reich peut être considéré comme responsable du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en Europe.



la remilitarisation de la Rhénanie



l'Anschluss

1936-16 Mars : Hitler décide la **remilitarisation de la Rhénanie**, des garnisons allemandes s'installent à Aix-la-Chapelle, Trêves et Sarrebruck, en violation du traité de Versailles.

4 Juin : Albert Lebrun nomme le socialiste **Léon Blum** à la présidence du Conseil qui est composé de 20 ministres socialistes et de 13 ministres radicaux. Les communistes ne participent pas au gouvernement.

7 Juin : signature des **accords de Matignon** par la CGT et le patronat : 2 semaines congés payés, semaine de 40 heures, conventions collectives, nationalisations dans l'industrie aéronautique et l'armement.

17 Juillet : début de **la guerre d'Espagne**.

1937 27 Juin le radical Camille Chautemps remplace Léon Blum à la présidence du Conseil.

1938 début de la construction de la **ligne Siegfried**

12 Mars Anschluss : l'Allemagne occupe puis annexe l'Autriche.

10 Avril : Edouard Daladier est nommé président du Conseil.

29 Septembre : Signature des **accords de Munich** entre l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne et la France. L'Allemagne annexe les Sudètes, partie germanophone de la Tchécoslovaquie.

La remilitarisation de la Rhénanie

ce terme désigne l'installation de troupes de la Wehrmacht le 7 mars 1936 dans la Rhénanie démilitarisée. En réponse à la ratification du traité d'assistance franco-soviétique, le 27 février 1936, Hitler fait réoccuper la zone démilitarisée de la Rhénanie pour rétablir la souveraineté du Reich sur la frontière occidentale de l'Allemagne et continuer à transgresser les dispositions du traité de Versailles. Cette action constitue une nouvelle étape dans le programme d'Hitler pour refaire de l'Allemagne une grande puissance. Les puissances victorieuses et d'abord le Royaume-Uni se laissent apaiser par les assurances pacifiques du Führer.

L'opération « Exercice d'hiver », sur ordre de Hitler, le ministre de la Guerre, donne l'ordre d'entrer dans la zone démilitarisée de Rhénanie. Mais c'est seulement le 4 mars que l'ordre définitif. Hitler profite aussi du fait que l'opinion publique anglaise et française a les yeux braqués sur la Guerre d'Ethiopie et notamment l'utilisation des gaz par l'armée italienne.

Le 7 mars au matin, trois bataillons de la Wehrmacht pénétrèrent en Rhénanie, et des garnisons s'installèrent à Aix-la-Chapelle, Trèves et Sarrebruck. Les ambassadeurs à Paris, à Londres, à Rome et à Bruxelles donnent les explications du gouvernement allemand pour justifier cette entrée des troupes allemandes. Le même jour Hitler convoque le Reichstag et tient devant lui un discours de paix, dans lequel il justifie la réoccupation par le fait que le Parlement français a ratifié le traité d'assistance avec l'URSS, et il assure que l'Allemagne ne désire que la paix.

Hitler propose la création d'un système de paix européenne, qui prévoit entre autres la création d'une zone démilitarisée des deux côtés de la frontière, la conclusion d'un pacte de non-agression entre l'Allemagne, la France et la Belgique pour une période de 25 ans, un pacte aérien destiné à assurer la sécurité de l'Europe, des pactes de non-agression avec les pays situés à la frontière orientale de l'Allemagne sur le modèle du pacte de non-agression entre la Pologne et l'Allemagne et le retour de l'Allemagne dans la SDN.



Léon Blum (Paris 1872 - Jouy-en-Josas 1950)

fut l'un des dirigeants de la section française de l'Internationale ouvrière (SFIO, parti socialiste), et président du Conseil des ministres, à deux reprises, de 1936 à 1937, puis de mars à avril 1938.

Il a marqué l'histoire politique française pour avoir refusé l'adhésion à la Troisième Internationale communiste en 1920, et pour avoir été le président du Conseil des ministres du Front populaire en 1936. Il a refusé d'aider militairement les républicains espagnols (pendant la guerre civile en Espagne), ce qui a entraîné le retrait des communistes du Front Populaire (qui était composé à la base du Parti communiste, de la SFIO, des radicaux et de Divers gauche). En juin 1937, Léon Blum démissionne une première fois du poste de président du Conseil. Il retrouve ses fonctions de chef du gouvernement, brièvement, du 13 mars au 10 avril 1938. Lors de l'occupation de la France par les armées du Troisième Reich, il est emprisonné par le régime de Vichy, traduit en justice lors d'une parodie de procès à Riom, puis déporté à Buchenwald.

Chef du Gouvernement provisoire de la République française de décembre 1946 à janvier 1947, son cabinet sera chargé de mettre sur les rails les institutions de la IVème République.

Ses réformes auront représenté de grandes avancées sociales (congés payés, femmes au gouvernement, réduction du temps de travail, etc.), et il est considéré, encore aujourd'hui, comme l'une des grandes figures du socialisme français.



Les accords de Matignon

ils sont signés dans la nuit du 7 au 8 juin 1936 à l'hôtel Matignon, sous la présidence du Conseil de Léon Blum (Front populaire), entre la Confédération générale de la production française (CGPF), la Confédération générale du travail (CGT) et l'État. À la suite de ces accords, en échange de l'évacuation des usines occupées, les ouvriers gagnent des acquis sociaux :

- Sans faire grève dans chaque usine, ils obtiennent des avantages pour toute la profession.
 - Les salaires sont augmentés de 7 à 15 %
 - Les ouvriers obtiennent des délégués pour les défendre, on ne peut pas les licencier sans autorisation de l'inspecteur du travail. Les salariés obtiennent la liberté d'exercice du droit syndical.
- Ils obtiennent enfin par les lois du 11 et 12 juin la création de conventions collectives, le passage de la durée du travail à la semaine de 40 heures et 15 jours de congés payés.



Intervention des pays étrangers:

- non intervention de la France et du Royaume-Uni.
- aide massive de l'Italie à Franco.
- l'Allemagne nazie envoie la légion Condor et bombarde des civils à Guernica au Pays Basque le 26 avril 1937
- aide du Portugal aux nationalistes.
- aide aux Républicains : l'Union Soviétique ainsi que les brigades internationales : 40 000 étrangers venant de 53 pays.

La guerre d'Espagne ou Guerre civile espagnole

Ce conflit a opposé, en Espagne, du 17 Juillet **1936** au 1er avril **1939** le camp des républicains, composé de loyalistes à l'égard du Gouvernement de la IIème République et les nationalistes du général Franco.

Cette guerre se termine par la victoire de Franco, qui installe une dictature qui durera 36 ans, soit jusqu'à sa mort en 1975.

1931 14 avril proclamation de la IIème République, le roi Alphonse XIII s'exile. Les premiers présidents sont : Alcala-Zamora (1931-1936) puis Azana (1936-1939).

1934 : une insurrection est durement réprimée dans les Asturies.

1936 17 Juillet : le soulèvement débute au Maroc espagnol puis à Barcelone. Certaines régions tombent rapidement aux mains des nationalistes (la Navarre, la Castille et le Léon, la Galice et l'Andalousie. Madrid, Valence et Barcelone restent aux mains des Républicains.

Chaque camp compte 500 000 hommes. Le bilan sera très lourd : 400 000 morts.

En 1939, la France a déjà accueilli 440 000 réfugiés.

Cette guerre eut une portée universelle: pour la gauche elle marque l'expansion du fascisme et pour la droite la menace du bolchevisme.



La ligne Siegfried

ou Westwall est un système de défense allemand construit en face de la ligne Maginot entre 1938 et 1940. Cette construction conçue par Todt est décidée en 1936 par Hitler, après la remilitarisation de la Rhénanie, violant ainsi le traité de Versailles et les accords de Locarno.

Elle s'étend sur plus de 630 km, avec plus de 18 000 bunkers de Clèves à la frontière néerlandaise à Well am Rhein à la frontière suisse.

Après la bataille de France de mai-Juin 1940, la nécessité de la ligne Siegfried passe au second plan et de nombreux blindages sont démontés pour l'édification du mur de l'Atlantique. Après le débarquement de Juin 1944, Hitler fait construire de nouveaux bunkers par les Hitlerjugend.

«On ira pendre notre linge sur la ligne Siegfried» cette ligne a été immortalisée fin 1939 par la chanson de Ray Ventura et ses collégiens avec des paroles françaises de Paul Misraki.

L'Anschluss

est l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie le 12 mars 1938. Les événements de 1938 ont marqué le point culminant des pressions transnationales pour unifier les populations allemandes et autrichiennes au sein d'une même nation. Dans les années qui précèdent l'Anschluss, l'Allemagne nazie a soutenu le parti nazi autrichien dans sa tentative de conquérir le pouvoir et de doter l'Autriche d'un gouvernement nazi. Totalement attaché à l'indépendance de son pays, mais soumis à des pressions grandissantes, le chancelier autrichien, Kurt von Schuschnigg, tente d'organiser un référendum pour demander à la population autrichienne si elle souhaite rester indépendante ou être incorporée à l'Allemagne.

Alors que le chancelier espère un résultat favorable au maintien de l'indépendance de l'Autriche, le parti nazi autrichien organise un coup d'État, planifié de longue date, le 11 mars 1938, peu avant le référendum, qui est annulé. Le pouvoir ayant été transféré à l'Allemagne, les troupes de la Wehrmacht entrent en Autriche pour soutenir l'annexion, sans rencontrer la moindre opposition. Au cours du mois suivant, les nazis organisent un plébiscite, demandant au peuple de ratifier le rattachement de l'Autriche au Reich, qui, de facto, avait déjà eu lieu : 99 % des votes sont favorables à l'annexion.

Si les Alliés de la Première Guerre mondiale étaient responsables du respect des termes du traité de Versailles et du traité de Saint-Germain-en-Laye, qui prohibent une union entre l'Allemagne et l'Autriche, l'Anschluss ne suscite que peu de protestations de la France ou du Royaume-Uni.

L'Anschluss est une des étapes majeures dans la création, voulue depuis longtemps par Hitler, d'un Reich regroupant les pays et territoires germanophones. Avant l'Anschluss, l'Allemagne avait déjà récupéré la Rhénanie et la Sarre après quinze années d'occupation par les troupes françaises ; après l'annexion de l'Autriche, elle s'empare du territoire des Sudètes, en Tchécoslovaquie, le reste du pays étant transformé en protectorat en 1939. L'Anschluss entraîna une profonde « nazification » de la société autrichienne, qui laisse encore des traces dans l'histoire politique récente du pays, et l'Autriche cesse d'exister en tant qu'État indépendant jusqu'en 1945. Considérée comme « la première victime du nazisme » par les Alliés, l'Autriche est dotée d'un gouvernement provisoire le 27 avril 1945, lors de sa libération par l'Armée rouge. Elle retrouve sa pleine souveraineté en 1955.

Les accords de Munich

sont signés entre l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie représentés respectivement par Adolf Hitler, Édouard Daladier, Neville Chamberlain et Benito Mussolini à l'issue de la conférence de Munich, tenue du 29 au 30 septembre 1938. Le président tchécoslovaque Joseph Staline, n'ont pas été invités. Ces accords ont pour but de terminer la crise des Sudètes mais, indirectement, ils scellent la mort de la Tchécoslovaquie comme État indépendant, en permettant à Hitler d'annexer les régions peuplées d'Allemands de la Tchécoslovaquie. Les accords de Munich sont considérés comme ayant mis un terme à la première République tchécoslovaque.



Le démembrement de la Tchécoslovaquie :

1. L'Allemagne occupe les Sudètes (octobre 1938).
2. La Pologne envahit la région de Zaolzie (Teschen) (octobre 1938).
3. La Hongrie occupe le sud de la Slovaquie (novembre 1938).
4. Autonomie de la Ruthénie subcarpathique (novembre 1938).
5. L'Allemagne occupe et satellise le Protectorat de Bohême-Moravie (mars 1939).
6. L'Allemagne satellise la République slovaque (mars 1939).

Une autre conséquence majeure passe inaperçue et sera, pourtant, lourde de conséquences. Les Allemands, en occupant la Tchécoslovaquie, mettent la main sur les entreprises tchèques d'armement, Skoda en particulier.

La France et le Royaume-Uni sont discrédités sur le plan international. L'Union soviétique peut voir dans ces accords le risque d'un front commun occidental contre elle. Cette situation internationale nouvelle mène aux négociations conduisant au pacte germano-soviétique d'août 1939.

En Allemagne, du fait de ses succès en politique extérieure sans guerre, le prestige d'Hitler devient immense.





1939-1er Avril : fin de la guerre d'Espagne. **Franco** instaure une dictature qui durera jusqu'à sa mort en 1975.

5 avril : Albert Lebrun, originaire de Mercy-le-Haut, en Meurthe et Moselle est réélu président de la République, fonction qu'il exerce jusqu'au 11 Juillet 1940.

1er Septembre : les troupes allemandes envahissent la Pologne.

3 Septembre : **déclaration de Guerre** : le Royaume-Uni puis la France déclarent la guerre

à l'Allemagne, en vertu du traité de 1921, qui les liait à la Pologne.

7 Septembre l'Union Soviétique envahit la Pologne par l'Est

30 Novembre l'URSS attaque la Finlande

De Septembre 1939 à Mai 1940 : **la drôle de guerre** : les Français se réfugient derrière la ligne Maginot et les allemands derrière la ligne Siegfried.

1940-10 Mai : les armées allemandes envahissent les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg.

Mai : le président Albert Lebrun s'oppose à l'armistice et souhaite le départ du gouvernement pour l'Afrique du Nord. Il est contraint d'appeler Philippe **Pétain** à la présidence du Conseil et refuse de démissionner. Pétain contourne ce refus en se faisant voter les pleins pouvoirs.



Le général Franco (Ferrol - Galice 1892 - à Madrid 1975)

est un militaire, chef d'État et chef de gouvernement espagnol. De avril 1939 à novembre 1975 il dirige un régime politique autoritaire et dictatorial (État franquiste) avec le titre de Caudillo (chef ou guide) :

Les 17 et 18 juillet 1936 éclate un coup d'État nationaliste. Franco publie aussitôt un manifeste en sa faveur à Las Palmas et, à la suite de l'accident d'avion qui coûte la vie au général José Sanjurjo, auteur du soulèvement militaire, il prend la tête des opérations. Il s'envole pour Tétouan, s'assure le contrôle du Maroc espagnol, puis regagne la Péninsule.

À la fin du mois de juillet, l'Espagne est coupée en deux : le Nord et l'Ouest, dominés par les nationalistes, le Sud et l'Est (hormis quelques villes comme Séville et Cordoue et la région de Cadix), aux mains des républicains.

La Junte de défense militaire, créée par les insurgés à Burgos, nomme Franco généralissime et chef du gouvernement (29 septembre), décisions rendues publiques le 1^{er} octobre 1936. Quelques mois plus tard, Franco est proclamé Caudillo, et le décret du 30 janvier 1938 en fait le chef de l'État, du gouvernement et de l'armée.

Soutenu par la Phalange de de Rivera et par les forces de l'Allemagne hitlérienne (Guernica), Franco entre à Madrid le 28 mars 1939 et obtient la reddition sans condition des chefs républicains. L'opposition est bannie et la répression sévère.

Considérant l'épuisement de l'Espagne au lendemain de la guerre civile, Franco préfère se maintenir dans la neutralité au début de la Seconde Guerre mondiale, bien qu'il croie, à cette époque, à la victoire des régimes nazi et fasciste, l'Allemagne et l'Italie ont été les premières à reconnaître son gouvernement (1936).

En 1940, il rencontre Hitler à Hendaye et occupe Tanger. En février 1941, il est l'hôte de Pétain. En 1941 il envoie une division de volontaires – la Division bleue (División azul) – combattre sur le front oriental contre les Soviétiques.

Mais il revient bientôt à la neutralité et évacue Tanger. Ce revirement ne suffit pas à lui gagner la faveur des Alliés, et, le 12 décembre 1946, à l'instigation des Soviétiques, l'assemblée générale des Nations unies recommande aux pays membres de rappeler leurs ambassadeurs en poste à Madrid.

En 1955, l'Organisation des Nations unies (ONU) accueille l'Espagne parmi ses membres.

La déclaration de Guerre (1939)

-1er septembre :

- L'Allemagne et la Slovaquie attaquent la Pologne sans déclaration de guerre.
- Mobilisation générale en France, au Royaume-Uni et en Union Soviétique.
- L'Italie proclame sa non-belligérance.

-2 septembre : Mobilisation générale en Suisse.

- L'Allemagne annonce que la neutralité norvégienne sera respectée à condition que le Royaume-Uni et la France fassent de même.
- Le Royaume-Uni et la France laissent une dernière chance à l'Allemagne de retirer ses troupes du territoire polonais. L'Allemagne rejette ces ultimatums.

-3 septembre : Le Royaume-Uni à 11h, la France à 17h ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande à 21h30 déclarent la guerre à l'Allemagne.

- Début de la « drôle de guerre » qui se termine le 10 mai 1940 par l'invasion des Pays-Bas, de la Belgique, du Luxembourg et de la France.

-4 septembre : les premiers éléments du corps expéditionnaire britannique débarquent en France.

-5 septembre : Les États-Unis proclament leur neutralité.

-6 septembre : L'Afrique du Sud déclare la guerre à l'Allemagne.

-7 septembre : L'armée française déclenche des escarmouches dans la zone frontalière allemande.

Début de l'offensive de la Sarre qui se termine le 17 octobre 1939.

-8 septembre : Début du siège de Varsovie qui se termine le 28 septembre 1939.

- Le Royaume-Uni et la France décrètent le blocus naval de l'Allemagne.

-10 septembre : Le Canada déclare la guerre à l'Allemagne.

-13 septembre : En France, Édouard Daladier forme un cabinet de guerre et s'attribue le ministère des Affaires étrangères.

-17 septembre : Les soviétiques, selon le protocole secret du pacte germano-soviétique, envahissent la Pologne orientale.

-28 septembre : La Pologne est occupée : le partage entre l'Allemagne et l'Union soviétique se fait par la ligne Curzon.

La drôle de guerre (1939-1940)

est le nom donné à la période du début de la Seconde Guerre mondiale qui se situe entre la déclaration de guerre par la France et le Royaume-Uni (les Alliés) à l'Allemagne nazie le 3 septembre 1939 et l'offensive allemande du 10 mai 1940. Cette période se caractérise par :

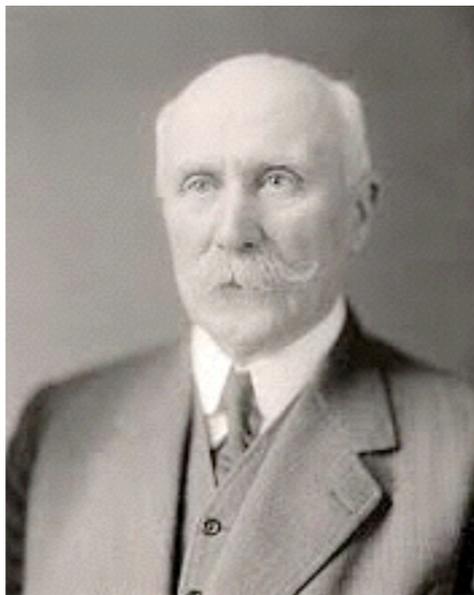
- la campagne de Pologne et ses répercussions sur le front occidental.
- la guerre russo-finlandaise
- la campagne de Norvège, dont Narvik est un épisode ;
- sur le plan intérieur, l'érosion des gouvernements français et britannique ;
- une politique active d'armement de la part de tous les belligérants.

C'est le journaliste Roland Dorgelès reprenant une expression utilisée dans un reportage sur les armées franco-britanniques, qui lui donne ce surnom.

Territoires contrôlés par les belligérants au 10 mai 1940.

Après s'être assuré que l'URSS participerait au démembrement de la Pologne en signant le Pacte germano-soviétique, Hitler lance ses armées sur ce pays le 1^{er} septembre 1939, sans déclaration de guerre. En application de leur alliance, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne. En particulier, la France a garanti après 1918 par des traités d'assistance mutuelle l'existence de la plupart des pays nouvellement créés en Europe centrale. La France lance dès les premiers jours la timide offensive de la Sarre avant de se retirer derrière la ligne Maginot.

Après sa première campagne victorieuse, Hitler se tourne vers l'Ouest, mais rien ne se passe sur ce front pendant plusieurs mois. Retranchés derrière la ligne Maginot, les Alliés attendent l'assaut des forces allemandes elles-mêmes retranchées derrière la ligne Siegfried. C'est un conflit sans combats majeurs si ce n'est quelques escarmouches de patrouilles de reconnaissance.



Philippe Pétain (Cauchy à la Tour Pas de Calais 1856 - ile d'Yeu 1951)

1914 31 Aout : il participe à la bataille de la Marne, en tant que chef de brigade.

20 Octobre : il est nommé général de corps d'armée et participe à la bataille de l'Artois.

1916 Février : il commande les troupes françaises à la bataille de Verdun. Pour les combattants, il est le vainqueur de Verdun, nom qui sera repris sous le régime de Vichy.

Joffre, Foch et Clemenceau, quant à eux, attribueront la victoire à Mangin et à Nivelle.

1917 15 Mai : il est nommé commandant en chef des armées françaises, en remplacement de Nivelle, dont la stratégie d'offensive à outrance a conduit à 100 000 français hors de combat en une semaine au Chemin des Dames en Avril 1917. Il redonne confiance aux troupes qui avaient commencé à se mutiner.

Octobre : il reprend le chemin des dames, avec des pertes limitées.

Mars : il est candidat au poste de généralissime des troupes alliées mais Clemenceau lui préfère Foch. Le 8 Décembre il reçoit son bâton de maréchal à Metz.

1940 : 17 juin, il annonce qu'il faut cesser le combat. L'armistice est signé le 22 juin.